

Crise de foi

Au-delà de la crise de confiance invoquée par la vulgate journalistique, la croyance dans la toute puissance du Marché est mortellement atteinte. Le capitalisme ? « On peut comprendre que les gens n'y croient plus ! », confesse Tony Blair en personne ^{1/}. Quand on cesse de croire à l'incroyable, une crise de légitimité, idéologique et morale, s'ajoute à la crise sociale. Elle finit par ébranler l'ordre politique.

La crise actuelle, la crise du présent, n'est pas une crise de plus, qui s'ajouterait à celles des marchés asiatiques ou de la bulle Internet. C'est une crise historique – économique, sociale, écologique – de la loi de la valeur. La mesure de toute chose par le temps de travail abstrait est devenue, ainsi que Marx l'annonçait dans les *Manuscrits de 1857*, une mesure « misérable » des rapports sociaux. La crise actuelle est bel et bien une crise de la mesure et de la démesure. « Les deux crises économique et planétaire ont un point commun, constate Nicholas Stern, auteur en 2006 d'un rapport sur l'économie du changement climatique. Elles sont la conséquence d'un système qui n'évalue pas les risques que son fonctionnement génère, qui n'en tient pas compte du fait qu'il peut aboutir à une destruction supérieure au *bénéfice immédiat* qu'il procure et sous-estime l'interdépendance des acteurs ^{2/}. » La logique de l'accumulation du capital et de la course au profit – du « *bénéfice immédiat* » –

est en effet à courte vue. Et la concurrence non faussée, aveugle à « l'interdépendance » systémique. La discordance entre le temps court du marché et le temps long de l'écologie est devenue critique.

Les mesures cosmétiques sur les parachutes dorés, la redéfinition des normes bancaires, le contrôle des agences de notation ne suffiront pas à sortir du marasme. Un nouveau Bretton Woods ? Une gouvernance mondiale ? L'Union européenne n'a même pas été capable de mettre sur pied une autorité des marchés financiers à l'échelle continentale, ni de s'entendre sur une définition commune des paradis fiscaux !

Dès octobre 2008, Laurence Parisot s'est empressée de convoquer un G5 patronal pour bien préciser que l'État doit jouer son rôle en volant au secours de la finance, mais à la condition de se retirer dès que les affaires auront repris leur cours lucratif. Autrement dit, de socialiser les pertes avant de reprivatiser les profits. Jean-Marie Messier est plus explicite encore. Après avoir admis que l'État est seul capable dans l'immédiat de « sauver l'économie et les banques », il s'empresse d'ajouter qu'il « faut prévoir de refermer le parapluie une fois la tempête passée ». L'État ne doit être pour lui qu'un « passager de la pluie ^{3/} » !

Le plan de relance gouvernemental reporte le coût de la crise sur les travailleurs et les contribuables. À la veille du congrès de Reims, Martine Aubry a fait mine de découvrir que « s'attaquer à ceux qui ont utilisé le système sans s'attaquer au système lui-même est inopérant ^{4/} ». Mais le Parti socialiste se contente d'un contre-plan dont aucune mesure d'envergure ne va cependant dans le sens d'un nouveau partage des richesses à l'avantage du travail : rien sur la nationalisation du système

bancaire et la création d'un service public de crédit, rien sur une réforme fiscale radicale, rien sur une réorientation de la construction européenne.

« S'attaquer au système lui-même », ce serait s'attaquer pour de bon au pouvoir absolu du marché, à la course effrénée au profit, à la propriété privée des grands moyens de production et d'échange, à la concurrence de tous contre tous. Le libéral Nicolas Baverez lui-même définit pourtant la banque comme un « bien public de la mondialisation » : « Du fait de leurs caractéristiques, elles ont la nature d'un bien public qui génère des gains de productivité considérables pour l'économie en cas de bon fonctionnement, et des destructions majeures en cas de dysfonctionnement ^{5/}. » On s'attend à ce que, conformément à sa « nature », ce bien public revienne à une gestion publique sous contrôle public. Pour Baverez, l'État devrait au contraire assurer aux banques une « immunité illimitée » pour les pertes et une assurance tous risques pour les profits.

S'attaquer au cœur du système, ce serait adopter un bouclier social pour protéger les travailleurs des conséquences de la crise. Il faudrait pour cela briser le carcan des critères de Maastricht et du pacte de stabilité, rétablir le pouvoir politique sur la Banque centrale européenne, abroger le traité de Lisbonne, réorienter radicalement la construction européenne en commençant par l'harmonisation sociale et fiscale, et en initiant un réel processus constituant. Il faudrait au moins exiger, comme le fait une pétition lancée au printemps 2008 par des économistes critiques, l'abrogation de l'article 56 du traité de Lisbonne interdisant toute restriction aux mouvements du capital financier ; et l'abrogation de la « liberté d'établissement » qui, au titre de l'article 48 du même traité, laisse au capital

^{1/} *Journal du Dimanche*, 14 décembre 2008.

^{2/} *Le Monde*, 15 décembre 2008.

^{3/} *La Tribune*, 15 janvier 2009.

^{4/} *Journal du Dimanche*, 5 octobre 2008.

^{5/} *Le Monde*, 26 novembre 2008.

la possibilité d'aller où les conditions sont le plus favorable et aux institutions financières la liberté de trouver asile où bon leur semble.

« Ce sera long »

S'il s'agit d'une crise historique de civilisation, d'une crise systémique annonçant la fin d'un mode d'accumulation, les mesures de relance conjoncturelle auront un effet limité. Un redressement des profits ne suffit pas à amorcer une nouvelle onde longue de croissance. Une sortie de crise débouchant sur l'émergence d'un nouvel ordre productif et d'un nouveau régime d'accumulation ne relève pas de la seule économie. Elle exige de nouveaux rapports de forces, de nouveaux rapports géopolitiques, de nouveaux dispositifs institutionnels et juridiques. Si la crise de 1929 fut « celle de l'émergence américaine », de quelle émergence la crise actuelle est-elle grosse ? D'une émergence chinoise ? D'une organisation multipolaire d'espaces continentaux ? D'une « gouvernance mondiale » ?

Alors qu'on invoque la nécessité d'un nouvel ordre monétaire mondial et de réponses globales, Giscard d'Estaing lui-même reconnaît que « la gestion économique de la crise en Europe est devenue durant la crise plus nationale qu'elle ne l'était avant son déclenchement. C'est d'ailleurs assez logique car les instruments d'intervention sont essentiellement nationaux ^{6/} ». La crise accuse en effet les différences entre les rapports de forces sociaux et les situations à l'échelle nationale. Elle libère des tendances centrifuges. Les principaux membres de l'Union européenne veulent bien se concerter, mais ils agissent d'abord selon leurs intérêts propres.

6/ *Le Monde* 13 janvier 2008

7/ Emmanuel Todd, *Après la démocratie*, Paris, Gallimard, 2008.

Au nom d'une « nécessaire correspondance des espaces économiques et sociaux », Emmanuel Todd se fait le champion d'un « protectionnisme européen ^{7/} ». Le but ne serait pas de repousser les importations, comme Charles Martel repoussa les Arabes à Poitiers et comme Michel Jobert tenta en 1982 d'y repousser les magnétoscopes japonais, mais de « créer les conditions d'une remontée des salaires », afin que l'offre crée à nouveau sur place sa propre demande.

La question n'est pas de principe ou de doctrine. Protéger ? Mais protéger quoi, contre qui, et comment ? Si l'Europe commençait par adopter des critères sociaux de convergence en matière d'emploi, de revenu, de protection sociale, de droit du travail, et par harmoniser la fiscalité, elle pourrait légitimement adopter des mesures de protection, non plus des intérêts égoïstes de ses industriels et financiers, mais des droits et des acquis sociaux. Elle pourrait le faire de manière sélective et ciblée, avec en contrepartie des accords de développement solidaire avec les pays du Sud en matière de migrations, de coopération technique, de commerce équitable, sans quoi un protectionnisme de riche aurait pour principal effet de se décharger sur les pays les plus pauvres des dégâts de la crise.

Imaginer inversement qu'une mesure de protection douanière suffirait à entraîner mécaniquement une amélioration et une homogénéisation des conditions sociales européennes, comme si elle était techniquement neutre dans une lutte des classes exacerbée par la crise, est une grosse naïveté. Les travailleurs auraient les inconvénients des tracasseries bureaucratiques et frontalières sans les avantages sociaux.

Un tel protectionnisme ne résisterait pas longtemps, à son impopularité dans l'opinion,

ou bien il ne tarderait pas à basculer dans la « préférence nationale » (ou européenne) la plus éculée, « Produisons européen ! » devenant « Travaillons européen ! ». Tout comme hier le Front national n'eut qu'à ajouter au slogan « Produisons français ! »... « avec des Français » !

Refonder le capitalisme ou le combattre

À les entendre, les gouvernants d'hier et d'aujourd'hui, de droite et de gauche auraient tous et toujours dénoncé la folie systémique des marchés. La dérégulation n'a pourtant pas été le fait de la fameuse main invisible, mais de décisions politiques et de mesures législatives. C'est même sous le ministère socialiste des Finances de Pierre Bérégovoy qu'a été conçue dès 1985 la grande dérégulation des marchés financiers et boursiers en France. C'est un gouvernement socialiste qui, en 1989, a libéralisé les mouvements de capitaux en anticipant sur une décision européenne. C'est le gouvernement Jospin qui, en privatisant (pour 31 milliards) plus que les gouvernements Balladur et Juppé réunis, a fait du capitalisme français l'un des plus accueillants aux fonds d'investissement spéculatifs. C'est un ministre socialiste des Finances, Dominique Strauss-Kahn qui a proposé une forte défiscalisation des fameuses stock-options, et c'est un autre ministre socialiste des Finances, Laurent Fabius, qui l'a réalisée. C'est un Conseil européen à majorité social-démocrate qui a décidé en 2002 à Barcelone de libéraliser le marché de l'énergie et l'ensemble des services publics, de repousser de cinq ans l'âge de la retraite, et de soutenir les fonds de pension. C'est encore la majorité du Parti socialiste qui a approuvé la sacralisation de la concurrence gravée dans le projet de traité constitutionnel européen de 2005. C'est encore

elle dont le vote a permis l'adoption du traité de Lisbonne confirmant la logique libérale de la construction européenne.

Pour les sauveteurs du *Titanic* capitaliste, la tâche s'annonce rude. Un nouveau New Deal, comme le suggèrent aussi bien le Nobel d'économie Paul Krugman que l'idéologue libéral Nicolas Baverez ? Un retour à l'État social, comme le réclame Oskar Lafontaine ? C'est oublier que la déréglementation libérale ne fut pas un caprice doctrinaire de Thatcher ou de Reagan, auquel Clinton, Blair, Bérégovoy, Schröder, auraient emboîté le pas. C'était une réponse à la baisse des taux de profit entamés par les conquêtes sociales de l'après-guerre. Après 1973, « l'incapacité des politiques keynésiennes de relancer l'activité ouvre le champ à une surprenante contre-révolution conservatrice », rappelle Robert Boyer ^{8/}. Revenir à la case départ ce serait retrouver les mêmes contradictions. « Réguler sans transformer n'est pas régler », ironise Jean-Marie Harribey.

Le New Deal n'a pas suffi à surmonter la grande crise de 1929. Pour redistribuer les cartes de la richesse et de la puissance, et amorcer l'onde expansive, il ne fallut rien

moins qu'une guerre mondiale. La mise en place d'un nouveau mode d'accumulation et l'amorce hypothétique d'une nouvelle onde longue de croissance supposent de nouvelles hiérarchies planétaires de domination, un redécoupage des nations et des continents, de nouvelles conditions de mises en valeur du capital, une transition du système énergétique. Un tel remue-ménage ne se résout pas à l'amiable, entre chancelleries, sur le tapis vert, mais dans les luttes sociales et sur les champs de bataille. La crise, c'est bien, comme l'écrit Marx ; « l'établissement par la force de l'unité entre des moments [production et consommation] promus à l'autonomie ».

Ce n'est – vraiment – qu'un début

« La crise financière n'est pas la crise du capitalisme. C'est la crise d'un système qui s'est éloigné des valeurs les plus fondamentales du capitalisme, qui a, en quelque sorte, trahi l'esprit du capitalisme. Je veux le dire aux Français : l'anticapitalisme n'offre aucune solution à la crise actuelle », martelait Nicolas Sarkozy dans son discours de Toulon. Le message est clair : l'anticapitalisme, voilà l'ennemi. Il y est revenu, lors de son intervention au colloque

sur la refondation du capitalisme, organisé le 8 janvier 2009 à son initiative par le secrétariat d'État à la prospective : « La crise du capitalisme financier n'est pas celle du capitalisme. Elle n'appelle pas la destruction du capitalisme, qui serait une catastrophe, mais sa moralisation ». Il a reçu en la circonstance le renfort de Michel Rocard : « Il faut commencer par cela : nous voulons sauver le capitalisme. » Ces déclarations de guerre sociale tracent une ligne de front entre deux camps. Discuter entre possédants de refonder, réinventer, moraliser le capitalisme, ou bien lutter avec les dépossédés de la terre pour le renverser : il faut choisir.

Personne ne saurait prédire à quoi ressembleront les révolutions futures. Du moins existe-t-il un fil conducteur. Ce sont bien deux logiques de classes qui s'affrontent. Celle du profit à tout prix, du calcul égoïste, de la propriété privée, de l'inégalité, de la concurrence de tous contre tous, et celle du service public, des biens communs de l'humanité, de l'appropriation sociale, de l'égalité et de la solidarité.

2009, Version longue d'un article écrit pour *Politis*